

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables à la plateforme de transit, regroupement et tri de fers et métaux, exploitée par la société SOFOVAR au 85, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, à Fréjus

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, notamment, ses articles R181-45, R181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHÉ préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/14/MCI du 12 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 novembre 2011, modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1998 autorisant l'exploitation par la société SOFOVAR, au 85 avenue Louis Lépine, Z. I. du Capitou, à Fréjus, d'une plateforme de transit, regroupement et tri de fers et métaux ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 septembre 2003, 20 septembre 2006, 23 janvier 2012 et 28 novembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale précédemment cité ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société SOFOVAR, par courrier du 5 octobre 2021, concernant la plateforme de transit, regroupement et tri de fers et métaux qu'elle exploite à l'adresse susdite ;

Vu les compléments au dossier transmis, le 29 août 2024, par l'exploitant par courriel ;

Vu le rapport du 26 septembre 2024 de l'inspection chargée des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire adressé par mail le 9 septembre 2024 à l'exploitant, dans le cadre de la procédure contradictoire, par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel le 18 septembre 2024 ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011, susvisé, permettent de prévenir les nuisances et les risques ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, mais qu'il y a lieu, en raison de l'impact supplémentaire lié au bruit, de fixer des prescriptions complémentaires, afin de préserver ces intérêts ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors, qu'en application de l'article R181-45 du code de l'environnement, la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société SOFOVAR, n° SIRET 348 040 726 00013, dont le siège social est situé, 85, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83600 Fréjus, est tenue, au regard des modifications, portées à la connaissance du préfet concernant la plateforme de transit, regroupement et tri de fers et métaux qu'elle exploite à l'adresse précitée, de respecter les dispositions des articles ci-après.

### Article 2 : Classement des installations visées par la nomenclature

Afin de tenir compte des modifications intervenues au niveau des rubriques 2710-2-b (évolution nomenclature) et 2791-2 (ajout d'une presse cisaille) de la nomenclature des installations classées, le tableau fixant la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2013, susvisé, est abrogé et remplacé comme suit :

Nomenclature ICPE	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime (1)
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	3t	DC



2710-2-b	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> et inférieur à 300 m<sup>3</sup></p>	100m <sup>3</sup>	DC
2712-1	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup></p>	320m <sup>2</sup>	E
2713-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>2</sup></p>	5430m <sup>2</sup>	E
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	Quantité de déchets dangereux : 36 t	A
2791-2	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j</p>	Quantité de déchets non dangereux (métaux et ferrailles) traités par jour par la presse cisaille : 9,5t/j	DC

(1) A : Autorisation

E : Enregistrement

DC : Déclaration sous contrôle périodique

### **Article 3 : Prescriptions applicables**

L'exploitant respectera les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782).

### **Article 4 : Bruit**

Des mesures de bruit seront réalisées afin de respecter les prescriptions relatives au bruit de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011, précité, relevant de la rubrique 2791-2, en raison notamment de l'ajout d'une presse cisaille. Les rapports de ces mesures décriront précisément les conditions de fonctionnement du site au moment des mesures. L'exploitant devra justifier que ces conditions sont représentatives du fonctionnement.

### **Article 5 : Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Fréjus et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie des Fréjus pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 6 : Voies et délais de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Fréjus, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressée à la sous-

préfète de Draguignan, au président d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, au directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (délégation départementale du Var), au directeur départemental des territoires et de la mer ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

- 8 OCT. 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

**Lucien GIUDICELLI**